

**COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ**

---

**Saisine n°2008-10**

**AVIS**

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 28 janvier 2008,  
par M. Jean-Paul DELEVOYE, Médiateur de la République

---

*La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 28 janvier 2008, par M. Jean-Paul DELEVOYE, Médiateur de la République, du refus d'entrée sur le territoire opposé à M. A.A-B., accompagné de trois de ses enfants, ainsi que de leur placement en zone d'attente, du 9 au 10 août 2007.*

*Elle a pris connaissance de la procédure administrative de refus d'entrer sur le territoire français et de plusieurs rapports communiqués par la police aux frontières de l'aéroport d'Orly.*

*M. A.A-B. étant interdit de territoire français, la Commission n'a pu l'entendre.*

**> LES FAITS**

M. A.A-B., ressortissant algérien, réside en Suède avec son épouse suédoise et leurs quatre enfants. Le 23 juillet 2007, en compagnie de ses trois fils, il a pris un vol depuis Stockholm à destination d'Oran via Paris. A leur arrivée à Paris, ils ont transité sans difficulté de l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle vers l'aéroport d'Orly pour embarquer à bord d'un avion pour Oran.

A leur retour d'Algérie pour se rendre en Suède, le 9 août 2007, l'entrée sur le territoire français leur a été refusée : ils n'ont pu transiter librement entre les aéroports d'Orly et de Roissy-Charles de Gaulle. M. A.A-B. et ses trois fils ont été maintenus en zone d'attente d'Orly entre le 9 août 2007 à 22h50, heure d'arrivée de leur vol d'Oran, et le 10 août 2007 à 15h45, heure de départ de leur vol pour Stockholm.

M. A.A-B. se plaint du refus d'entrée sur le territoire qui lui a été opposé et des conditions dans lesquelles lui et ses enfants ont été maintenus en zone d'attente d'Orly.

## > AVIS

### **Concernant le refus d'entrée sur le territoire français :**

En consultant le fichier des personnes recherchées, le fonctionnaire de la police aux frontières (PAF) d'Orly qui a contrôlé l'identité de M. A.A-B. à son arrivée à Orly a constaté que la direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ) s'opposait à son entrée sur le territoire français, au motif : « islamiste ». La fiche de M. A.A-B. précisant que son contenu était confidentiel, le fonctionnaire n'a pu expliquer à l'intéressé les raisons d'une telle décision. Le parquet de Créteil a été prévenu dès 23h21.

Le fonctionnaire qui a contrôlé l'identité de M. A.A-B. ayant agi conformément à la fiche renseignée par la DLPAJ, sous le contrôle du parquet, n'a pas commis de manquement à la déontologie de la sécurité.

La Commission s'interroge cependant sur la mention « islamiste », qui n'est pas de nature à qualifier un risque de trouble à l'ordre public, à défaut d'autres mentions susceptibles d'expliquer le refus d'entrée sur le territoire. Elle regrette que le motif du refus d'entrée sur le territoire n'ait pas été présenté à M. A.A-B., ce qui est source d'un sentiment d'arbitraire, renforcé par la différence de traitement de l'intéressé et de ses trois enfants qui ont pu accéder au territoire français dans le sens Suède-Algérie, alors que leur entrée a été refusée lorsqu'ils rentraient chez eux.

### **Concernant les conditions du maintien en zone d'attente :**

M. A.A-B. se plaint dans sa saisine des conditions de couchage, ainsi que de l'absence d'eau et de nourriture pendant toute la durée de sa retenue avec ses trois enfants. Interrogé sur ces contestations, le Directeur adjoint de la police aux frontières d'Orly a indiqué : « La zone d'attente de l'aéroport d'Orly est constituée, par une zone d'attente de nuit, située au quatrième étage de l'hôtel Ibis pour l'hébergement de nuit. La direction de la police aux frontières dispose de 6 chambres en tous points similaires à celles mises à la disposition de la clientèle de l'hôtel, conformes donc aux prestations requises dans ce cadre.

La zone d'attente de jour, située au deuxième étage de l'aérogare sud, dispose quant à elle de blocs sanitaires et d'une douche. De surcroît, deux distributeurs, l'un de boissons chaudes et l'autre de boissons froides, sont à disposition des personnes, à toute heure. Les repas assurés par la société Restaurop, sont servis quotidiennement sous forme d'un plateau repas midi et soir, entre 11h00 et 14h00 et entre 18h00 et 20h00. Par ailleurs, un panier repas peut être fourni si nécessaire en dehors de ces horaires.

Enfin, le petit déjeuner comprenant boisson chaude (thé, café ou chocolat), accompagné d'un jus d'orange, d'un croissant, d'un pain et de beurre et de confiture est également fourni par cette société prestataire de service.

[...]

M. A.A-B. et ses trois enfants ont donc pu bénéficier de l'ensemble de ces prestations. »

En présence d'indications contraires avancées par le plaignant et par le directeur adjoint de la PAF, et dans l'impossibilité où le Commission s'est trouvée de pouvoir entendre le plaignant, la CNDS ne peut donner suite sur ce point à la plainte de M. A.A-B.

> TRANSMISSIONS

Conformément à l'article 7 de la loi du 6 juin 2000, la Commission adresse cet avis pour information au ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales et au ministre de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire.

Au regard du motif « islamiste », invoqué dans le fichier des personnes recherchées pour refuser l'entrée sur le territoire français à M. A.A-B. et à ses trois enfants, la Commission transmet également son avis au Président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et au Président de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE).

*Adopté le 21 septembre 2009.*

*Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,*

*Le Président,*

*Roger BEAUVOIS*